



MOBILISATION UNITAIRE DANS L'ÉDUCATION À PARIS

CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES, CONTRE LA SUPPRESSION DES POSTES, CONTRE LA FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS

La mobilisation unitaire du 19 janvier a été massive. La manifestation interprofessionnelle a rassemblé plus de 2 millions de personnes en France, 400 000 à Paris. Plus de 70 % des collègues du premier degré parisien étaient en grève, plus de la moitié dans le second degré. La mobilisation doit se poursuivre car :

Cette réforme des retraites est injuste et va faire baisser nos pensions

Le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation, va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleuses·eurs du privé comme du public, tout en aggravant les inégalités femmes-hommes alors que le système de retraites par répartition n'est pas en danger. Le gouvernement vient de trouver 413 milliards d'euros pour la Défense sur 7 ans, mais pas les quelques milliards pour financer le système de retraites.

Nos professions vont être largement impactées : la dégradation du montant des pensions des fonctionnaires est spectaculaire. En 20 ans, avec pourtant 4 ans de cotisations supplémentaires, la pension serait amputée de 17,5 % pour un collègue recruté à l'âge de 25 ans. C'est totalement inadmissible. Le slogan du travailler plus pour perdre plus de pension est désormais celui du gouvernement Borne. C'est, de plus, sans compter le décrochage de la valeur du point d'indice servant au calcul des salaires et donc de la pension du fonctionnaire. La perte de pouvoir d'achat liée au blocage du point d'indice a été de 20 % entre 2003 à 2023 par rapport à l'indice des prix à la consommation.

Le service public d'éducation est sacrifié

Dans l'Éducation Nationale, le ministère continue de supprimer des postes : 2 000 postes à la rentrée 2023, dont 337 postes à Paris : 182 postes dans le 2nd degré et 155 postes dans le 1^{er} degré.

Le rectorat et la région annoncent la fermeture de lycées (6 LP et 1 LGT dès 2023, 2 LPO en 2024) et de sections d'enseignement général à Paris, de façon brutale. S'ajoute à ces fermetures la suppression d'une soixantaine de classes en collège. La baisse démographique n'est pas utilisée pour améliorer les conditions de travail et d'études et retrouver le taux d'encadrement d'avant 2017.

Nos métiers n'attirent plus, notamment à cause de leur déclassement salarial. Le Ministère oublie les 10 % d'augmentation pour toutes et tous sans conditions promis par le Président mais envisage, via le « pacte », de conditionner une hausse de salaire à des missions supplémentaires, pour une partie des collègues. Pour trouver des missions supplémentaires à faire réaliser aux professeurs des écoles, il veut les faire intervenir en 6^e, mais à moyens constants, en supprimant l'heure de technologie sur ce niveau de classe, une nouvelle fois sans concertation. De la même manière, il cherche à imposer la généralisation de « devoirs faits ».

Le ministère reste sourd à la colère des enseignants de spécialité et à la souffrance des élèves de terminale à qui il veut faire subir les épreuves de spécialité en mars.

Les organisations syndicales de l'académie appellent tous les personnels à se réunir en heure d'information syndicale, en assemblée générale de grève, pour continuer à informer et débattre, à poursuivre la mobilisation, notamment par la grève, là où cela est possible.

Nos organisations syndicales appellent à se rassembler devant le ministère **le mercredi 25 janvier à 14h pour faire entendre nos revendications : report de l'épreuve de spécialité, abandon de la suppression de la technologie en 6^e, mais aussi non aux suppressions de postes, aux fermetures d'établissements et de sections, et pour revendiquer la hausse des salaires pour toutes et tous, sans contrepartie !**

Nos organisations syndicales appellent à s'unir avec l'ensemble des travailleuses·eurs, demandeuses·eurs d'emploi et retraités·es du privé et du public.

Nous appelons les collègues à se réunir en Assemblée Générale pour décider des suites de la mobilisation et à se mettre massivement en grève à compter du mardi 31 janvier et à participer toutes et tous à la **manifestation interprofessionnelle et intersyndicale contre la réforme des retraites.**

Paris, le 22 janvier 2023



MOBILISATION UNITAIRE DANS L'ÉDUCATION À PARIS

CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES
CONTRE LA SUPPRESSION DES POSTES,
CONTRE LA FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS

Rassemblement éducation mercredi 25 janvier devant le ministère

Non aux suppressions de postes, aux fermetures d'établissements,

Pour le maintien de la technologie en 6^e,

Pour des hausses de salaires pour toutes et tous,

Pour des moyens accrus pour le public qui scolarise tous les élèves sans distinction,

A 14h00 à l'appel de l'intersyndicale second degré parisienne

Pour un report de l'épreuve de spécialité,

**A 15h30 à l'appel des associations disciplinaires soutenues par les
organisations syndicales**

Contre le report de l'âge légal de départ à 64 ans,

Contre l'allongement de la durée de cotisation,

Contre la diminution des pensions due aux décotes,

Pour le maintien des régimes spéciaux

GRÈVE ET MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE UNITAIRE DÈS LE MARDI 31 JANVIER

horaire et parcours à venir